

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 2 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Il veut rester seul maître à bord !!**
- 2) **Le renouvellement arrive...**
- 3) **Fantomas au féminin**
- 4) **Le bonimenteur des marchés**
- 5) **Pénélope sème la pagaille**
- 6) **Le vrai débat : quelle société voulons-nous...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Après sa défaite à la primaire, Manuel Valls veut « poursuivre la bataille »



Manuel Valls, le 29 janvier à la mairie d'Evry, après avoir voté lors du deuxième tour de la primaire à gauche. OLIVIER LABAN-MATTEI / MYOP POUR LE MONDE

L'ancien premier ministre a enjoint à ses soutiens réunis à Paris de rester « ensemble », une manière de dissuader les « réformateurs » du PS de partir chez Emmanuel Macron.

LE MONDE Par Bastien Bonnefous

Manuel Valls n'est plus vallsiste, mais nietzschéen. « La défaite, ça peut rendre fort », a philosophé, mardi 31 janvier au soir, l'ancien premier ministre lors d'une réunion avec ses soutiens politiques. Battu nettement dimanche au second tour de la primaire à gauche par Benoît Hamon, Manuel Valls avait convié – à huis clos – à la Maison de la chimie, à Paris, les différents parlementaires et élus socialistes qui l'ont soutenu dans la campagne.

Si, au soir de son élimination, le député de l'Essonne a annoncé qu'il comptait prendre « le recul nécessaire » pour se « réinventer », il n'a pas pour autant l'intention de disparaître des radars de la gauche. Devant quelque 300 personnes, Manuel Valls a tenu mardi soir un discours très politique, qui n'annonce en rien une retraite de sa part, bien au contraire. « Cette défaite me donne des forces pour faire vivre nos idées et permettre que nous restions rassemblés », a-t-il assuré.

Pour l'ex-chef du gouvernement, la victoire du frondeur Benoît Hamon annonce des lendemains électoraux qui déchantent pour le Parti socialiste (PS). Après la campagne de la primaire qui a opposé deux conceptions de la gauche socialiste, Manuel Valls a en effet estimé, mardi soir, que le PS est « au bout d'un cycle », celui ouvert au congrès d'Épinay en 1971.

« Il faut rester groupés, il ne faut pas baisser les bras »

« Nous ne devons pas croire au rafistolage », a-t-il expliqué à ses partisans, alors que Benoît Hamon tente désormais de rassembler l'ensemble des composantes du parti. Manuel Valls a l'intention, lui, de continuer à « entretenir le socle social-démocrate, surtout dans cette période de décomposition de la politique ».

Le mot d'ordre lancé à ses troupes est clair : « Il faut rester groupés, il ne faut pas baisser les bras, nous devons rester ensemble. » Une manière de dissuader certains de ses soutiens de partir chez Emmanuel Macron, alors que 17 députés socialistes « réformateurs », appartenant à l'aile

droite du parti, ont signé une tribune publiée mardi matin dans Le Monde pour demander un « droit de retrait », refusant de soutenir la campagne présidentielle de Benoît Hamon.

Mais c'est également un signal envoyé à ses troupes par Manuel Valls pour les futures batailles dans l'appareil socialiste au lendemain de 2017. L'ancien premier ministre, qui n'assistera pas dimanche à la convention d'investiture de M. Hamon, ne cautionne pas la stratégie de son rival de rechercher une alliance entre le PS d'un côté, et les écologistes de Yannick Jadot et les « insoumis » de Jean-Luc Mélenchon de l'autre.

Manuel Valls refuse de soutenir tout coup de barre à gauche au sein du PS. « Personne n'a à nous opposer exclusive ou sectarisme, surtout pas ceux qui se sont affranchis des règles si longtemps », a-t-il déclaré mardi soir. Le frondeur Hamon est prévenu : il va devoir faire face à son tour à une fronde au sein de la majorité socialiste.

Mais celle-ci pourrait venir, cette fois, du camp réformiste. « Cette gauche réformiste, laïque et républicaine, je veux la faire vivre (...). La bataille se poursuit dans notre formation politique, dans la gauche, dans toute la vie politique », a précisé M. Valls. Une façon à peine voilée d'annoncer à Benoît Hamon qu'il faudra compter sur lui au lendemain de la présidentielle, et notamment au prochain congrès du PS, prévu à l'automne 2017.



Bastien Bonnefous
Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Taubira : "La voix de Hamon est un vrai renouvellement"

Dans une interview aux Inrocks à paraître mercredi, Christiane Taubira revient en quelques mots sur la campagne présidentielle. L'ancienne ministre évoque Benoît Hamon et l'importance "de dire que la droite et la gauche, c'est différent".



Christiane Taubira est "atterrée" par ceux qui nient les différences entre la droite et la gauche. (Sipa Press)

Désormais, Christiane Taubira veut avant tout s'adresser à la jeune génération. Celle qui fera l'avenir de la France. Dans une interview aux Inrocks à paraître mercredi, l'ancienne ministre de la Justice échange avec Mehdi et Badrou, tous deux âgés de 24 ans, ex-chroniqueurs à France Inter et ex-journalistes au Bondy Blog, qui sortent leur deuxième ouvrage intitulé Minute (Seuil). Dédié à Adama Traoré, ce livre chronique les 60 secondes précédant l'annonce de la victoire de l'extrême droite à la présidentielle. "Quel est l'intérêt de m'adresser à la jeunesse si je ne l'accompagne pas? Je veux qu'elle fasse son expérience, mais je veux être à ses côtés", explique l'auteur de Murmures à la jeunesse.

Une nouvelle fois, Christiane Taubira revient sur l'épisode de la déchéance de la nationalité, qui l'a fait quitter le gouvernement il y a un an. "C'était une vraie rupture", affirme l'ancienne garde des Sceaux. Si elle dit avoir été "déchirée" par les attentats, elle ne concevait pas de "contribuer par un discours simpliste à renforcer les barrières entre les uns et les autres".

"Mélenchon s'est un peu perdu dans les sables"

L'occasion pour Christiane Taubira - qui n'a pas affiché son soutien officiel à un candidat lors de la primaire de la gauche - d'évoquer la campagne présidentielle en cours. Benoît Hamon? "Sa voix

est un vrai renouvellement. Merci de dire que la droite et la gauche, c'est différent", déclare-t-elle, se disant "atterrée" par ceux qui affirment le contraire. Emmanuel Macron est directement visé : "Quand on a plus de trente ans d'engagement, qu'on a pris au sérieux la politique, qu'on a accepté de prendre des coups [...], on connaît les différences entre les politiques de gauche et de droite", affirme Christiane Taubira, "atterrée par l'effet [d'Emmanuel Macron] sur les jeunes esprits".

Quid de Jean-Luc Mélenchon? Comme Mehdi et Badrou, elle estime que le candidat de la France insoumise a "bifurqué". "Il a fait une très belle campagne en 2012 et depuis il s'est un peu perdu dans les sables. »

"Cette obsession de l'islam est une défaite que la gauche va payer longtemps"

Interrogée sur les attaques visant le rapport à l'islam de Benoît Hamon, notamment par des proches de Manuel Valls, Christiane Taubira parle d'une attitude "trop misérable pour être du combat politique". "Cette reprise de l'islamo-gauchisme, cette obsession de l'islam est une défaite que la gauche va payer longtemps", met en garde l'ancienne ministre, qui appelle à "relire les débats autour de la maturation de la loi de 1905 de séparation de l'église et de l'Etat" car "les mots sont des glaives". "Se prétendre champion de la sécurité, alors qu'elle est un droit, se proclamer champion de la laïcité intégrale pour exclure, ce ne sont pas des marqueurs de gauche", renchérit celle qui n'a jamais caché ses divergences avec l'ancien Premier ministre.

Dans les Inrocks, elle revient sur sa non-candidature à la primaire de la gauche. "Ces dernières semaines, je me suis beaucoup fait souffrir tout en me rappelant les raisons de ne pas y aller", assure Christiane Taubira, qui n'était pas favorable à ce que le président sortant ait à passer par un tel scrutin. "Je ne rêve pas d'être Présidente, d'une aventure personnelle", conclut-elle, souhaitant passer la main à la nouvelle génération.

Anne-Charlotte Dusseaux - leJDD.fr

III) L'assistante fantôme de Marine Le Pen : "Je rentrais par le parking"



Catherine Griset, amie de Marine Le Pen depuis vingt-deux ans. (Capture d'écran/Daily Motion)

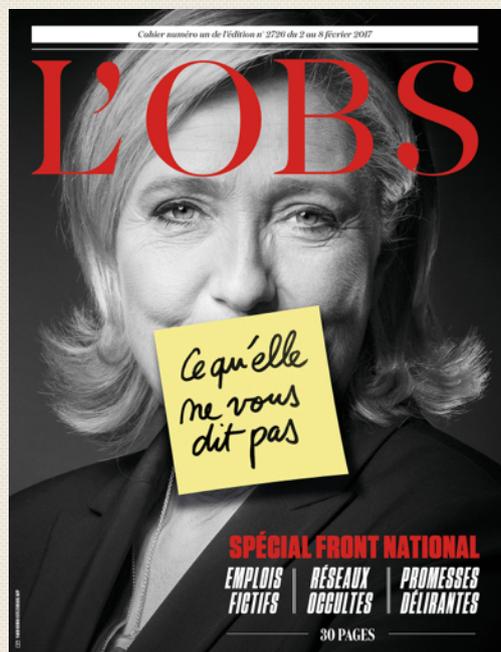
EXCLUSIF. La présidente du FN doit rembourser ce mardi 298.000 euros au Parlement européen. En cause, les salaires versés depuis 2010 à sa collaboratrice, Catherine Griset, soupçonnée d'avoir bénéficié d'un emploi fictif. "L'Obs" a eu accès à son interrogatoire devant l'Office européen de lutte anti-fraude.



Caroline Michel

Dans un dossier Spécial Front national, en kiosque jeudi 2 février, "l'Obs" révèle qu'au delà des 298.000 euros réclamés à Marine Le Pen par le Parlement européen pour l'emploi fictif de son assistante, Catherine Griset, c'est au total 1,1 million d'euros que 6 députés FN devront rembourser pour avoir salarié à Bruxelles des collaborateurs qui travaillaient en réalité pour le parti, à Nanterre. "L'Obs" a eu accès en exclusivité à l'interrogatoire de Catherine Griset.

A partir de mercredi matin, le Parlement européen devrait saisir la moitié de l'indemnité parlementaire de Marine Le Pen, ainsi que la totalité de son enveloppe de frais généraux. Il lui



restera 3.000 euros nets par mois, sur les 10.400 euros reçus normalement. Les services de Bruxelles estiment que la présidente du Front national a détourné des fonds européens en rémunérant pendant cinq ans une assistante fantôme qui occupait en réalité le poste de chef de cabinet au siège du parti, à Nanterre.

Pour prendre cette décision, le Parlement s'est fondé sur un rapport de l'Office européen de lutte anti-fraude (Olaf). Marine Le Pen a dénoncé dans la presse :

"L'argumentation extraordinaire de l'Olaf, c'est : 'elle [mon assistante] devait travailler à Bruxelles. Elle n'y était pas assez'. Vous décrêtez ça sur la base de quels éléments ? Rien !"

L'interrogatoire de Catherine Griset par l'Olaf, que "l'Obs" a pu consulter, démontre le contraire. Les enquêteurs avaient de nombreux éléments en leur possession.

"Je dormais sur un canapé-lit"

Le 2 juillet 2015, Catherine Griset s'engouffre dans la tour vitrée de l'Office européen de lutte anti-fraude, à Bruxelles. Cette belle femme brune, amie de Marine Le Pen depuis vingt-deux ans, a signé en 2010 un contrat de travail d'assistante "accréditée", stipulant qu'elle doit travailler et vivre à Bruxelles. Mais les enquêteurs n'ont trouvé ni bail, ni contrat d'eau ni d'électricité à son nom en Belgique. Catherine Griset leur répond :

"J'ai été logée par des amis qui avaient une grande maison."

Elle affirme qu'elle avait au début sa propre chambre mais que des travaux d'agrandissement l'en ont privée. Du coup, elle s'est retrouvée à dormir "sur un canapé-lit". Un témoin anonyme a cependant déclaré aux enquêteurs que Catherine Griset n'avait "jamais passé une semaine entière à Bruxelles".

Autre sujet d'étonnement : la fille de Catherine Griset est restée scolarisée à l'école primaire à Garches, dans les Hauts-de-Seine. "Elle ne voulait pas changer d'établissement", réplique l'assistante. "J'ai préféré la laisser aux bons soins de ma mère et de mon compagnon."

3 heures en 3 mois

Dernier élément d'interrogation : la liste des entrées et sorties du Parlement n'a gardé que peu de trace des passages de madame Griset. Trois heures seulement, entre le 1er octobre et le 31 décembre 2014. Sur ce sujet aussi, Catherine Griset a une explication :

"Je rentrais par le parking, dans la même voiture que madame Le Pen."

Difficile, cependant, d'accorder du crédit à cette version : tous les assistants sont censés emprunter un portique spécifique lorsqu'ils sortent du parking et prennent l'ascenseur. Selon Catherine Griset, les huissiers l'auraient donc laissée accéder par le portique des députés, ce qui est rigoureusement interdit.

L'avocat de Marine Le Pen dénonce une manipulation politique. Le 24 janvier, Me Marcel Ceccaldi a déposé plainte auprès du tribunal de première instance de Bruxelles pour "faux et usage de faux". Dans ce document de 26 pages, que "l'Obs" a pu consulter, l'avocat dénonce la collusion supposée entre l'Office européen de lutte anti-fraude et le Parlement européen, ainsi que le manque de transparence de la procédure. Il tempête :

"Ma cliente ne sait même pas ce qui lui est reproché. Elle n'a jamais été entendue et demande l'accès à l'entier rapport qui la condamne. »

1,1 million à rembourser

Selon Marcel Ceccaldi, il est de notoriété publique que les assistants parlementaires d'autres députés travaillent pour leur parti. Il cite en exemple "13 députés espagnols [...] qui se partagent 22 assistants locaux, ce qui leur permet

d'assurer les salaires des permanents du Parti socialiste espagnol !" Et "14 députés polonais, membres du Groupe des conservateurs et réformistes européens, qui emploient 156 assistants locaux rémunérés par le Parlement européen". Cependant, Marcel Ceccaldi opère une confusion entre le statut d'assistant "accrédité", basé à Bruxelles, et celui d'assistant "local", basé dans le pays d'élection du député. Dans les deux cas, néanmoins, l'assistant est censé travailler sur des problématiques européennes.

Cinq autres députés FN sont visés par des mesures de recouvrement de la part du Parlement européen. Outre Marine Le Pen, sont concernés : Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch, Mylène Troszczynski, Sophie Montel et Dominique Bilde. Selon nos informations, le Front national doit rendre au total 1,1 million d'euros. Et ce n'est qu'un début. L'Olaf poursuit son enquête sur une vingtaine de contrats d'assistants supposés litigieux. Le 15 décembre 2016, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire pour "abus de confiance", "escroquerie en bande organisée", "faux" et "travail dissimulé."

Caroline Michel



Caroline Michel Journaliste

tempsreel.nouvelobs.com



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Emmanuel Macron ou le parfait bonimenteur

Bernard Debré Député Les Républicains de Paris,



Benoit Tessier / Reuters
Emmanuel Macron, leader d'En Marche ! et candidat à l'élection présidentielle 2017, lors d'une conférence de presse à Paris, le 26 octobre 2016.

Il est tout à fait extraordinaire que certains politiques, mais aussi la presse, présentent Emmanuel Macron comme un homme neuf!

Certes, il a été banquier et a gagné beaucoup d'argent ce qui est tout à fait à son honneur. Mais n'oublions quand même pas qu'il a été le conseiller de François Hollande avant sa candidature et qu'il est resté à l'Elysée pendant plusieurs années pour le conseiller en matière économique. En remerciement, d'ailleurs, il a été nommé Ministre des Finances.

Est-il possible de tirer certaines conclusions?

Tout d'abord il n'a aucune notion politique mais surtout utilise souvent le mépris pour se faire "mousser". Il a traité certains d'illettrés, d'autres d'alcolo-tabagiques. Il s'agit pourtant d'hommes et de femmes qui traversent souvent des périodes difficiles et qui devraient plutôt être accompagnés, être dignes de notre solidarité plutôt que de notre mépris.

Emmanuel Macron a été l'assassin de François Hollande

Le mépris! C'est un peu la caractéristique d'Emmanuel Macron. Mais son autre caractéristique, c'est la dissimulation.

Le voici qui se présente comme un homme neuf, certes voulant lutter contre la division droite/gauche, ayant des idées, dit-il, libérales. Mais par qui est-il soutenu? Par des hommes parfois d'extrême gauche qui voient en lui le digne

représentant de cette mouvance obsolète. Son directeur de campagne, Monsieur Jean Pisani-Ferry, est un des membres les plus actifs de cette gauche. Ce n'est pas par hasard qu'il est devenu son directeur de campagne!

Il y a de plus en plus de socialistes "bon teint" qui vont le soutenir. Ils ont peur de se retrouver face à face avec leurs anciens mentors socialistes, qui eux sont totalement dévalorisés!

Mais Emmanuel Macron a été, si je puis me permettre d'utiliser ce terme, l'assassin de François Hollande. Il a commencé en étant son fils spirituel, son conseiller le plus proche, son ministre, puis d'un seul coup l'a poignardé pour qu'il ne se représente pas. Certes, ils étaient deux: Manuel Valls et lui. Macron est Brutus et il veut être César! Valls, lui, a été exécuté par les socialistes...

Nous avons changé de politique, faut-il qu'il le sache!

Ses tergiversations, ses virages idéologiques ne sont plus acceptés par la population française. En effet, des journalistes et certains politiques, comme je l'ai dit, sont fascinés par sa jeunesse et peut-être son inexpérience.

Mais voyez-vous vraiment Emmanuel Macron négociateur avec Madame Merkel, avec Monsieur Xi Jinping ou Monsieur Trump, ou négociateur la paix en Irak et en Syrie? Quel poids pèsera-t-il? Quelle expérience a-t-il eu?

Il ne s'agit pas d'une bulle mais d'un ovni politique. Son succès à gauche traduit tout simplement l'effondrement catastrophique et bruyant des socialistes qui ont entraîné la France là où elle est, mais aussi le refus de François Hollande qui est le Président de la République le plus détesté de la Ve République.

Pourra-t-il s'extraire de ces amitiés? Certainement pas.

Alors ne nous trompons pas. La France traverse une période économique extrêmement difficile, une période de chômage majeure qui agresse les Français, une période de doute quant à leur avenir. Mais elle traverse aussi une période internationale dangereuse. Les guerres se multiplient au Moyen-Orient, la tension monte entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Nous sommes en train de nous mettre à dos tous les grands pays du monde dressés sur nos ergots bardés de certitudes. La

France, malheureusement, ne compte plus, malgré les moulinets de François Hollande.

Que faisons-nous? Qui sont nos amis et nos partenaires? Plus personne ne le sait! Est-ce qu'Emmanuel Macron pourra rétablir l'image de la France? Certainement pas. Méfions-nous donc et refusons l'aventure.

Voici qu'Emmanuel Macron a décidé de présenter un candidat aux élections législatives par circonscription! L'explication est bien sûr simple, en n'ayant pas de parti politique, il ne peut bénéficier des aides de l'Etat. Mais en présentant 577 candidats, triés par internet. On leur présente leur candidature comme s'ils allaient participer à un jeu télévisé ("Qui veut gagner des millions?" ou "Des chiffres et des lettres"). Emmanuel Macron va aussi récupérer des millions de l'Etat... bien joué l'Artiste!

Il considère ses candidats improbables comme des pions qui pourraient lui rapporter de l'argent pour sa future carrière politique. Finalement, il doit être le représentant de la Française des Jeux!

Soyons sérieux. François Fillon, lui, a l'expérience. François Fillon a l'honnêteté, quoi qu'en disent ses détracteurs qui avaient préparé leur coup depuis longtemps... Qu'elle est belle la politique! François Fillon a, enfin, la droiture. Peut-être ces trois qualificatifs suffisent-ils à faire de lui le prochain Président de la République.

huffingtonpost.fr

V) Sondage : Fillon chute, Macron s'accroche, Hamon décolle

Conséquence de l'affaire Penelope, d'après un sondage Elabe, l'ancien Premier ministre serait désormais éliminé dès le premier tour de la présidentielle.



François Fillon, mardi 31 janvier, à Paris. (Thomas SAMSON / AFP)

C'est confirmé, le PenelopeGate a des effets dévastateurs sur la campagne de François Fillon. Selon un sondage Elabe pour "Les Echos" et Radio classique publié ce mercredi 1er février, le candidat de la droite effectue une chute vertigineuse dans les intentions de vote au premier tour, passant pour la première fois sous la barre des 20%. Crédité seulement de 19 à 20% des voix - selon la présence ou non de François Bayrou -, l'ancien Premier ministre serait privé de second tour. Il perd entre 5 et 6 points en quatre semaines à peine.

Marine Le Pen arrive largement en tête du premier tour (entre 26 et 27%) devant Emmanuel Macron (22 à 23%), lequel semble profiter des déboires de François Fillon.

Le champion de la droite perd également du terrain auprès des adorateurs de Nicolas Sarkozy. "Il ne fédère sur son nom que 56% à 60% des électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de la dernière élection présidentielle, 18 à 20% lui préférant Emmanuel Macron et 14% Marine Le Pen", note ainsi Yves-Marie Cann, le directeur des études politiques d'Elabe.

Autre enseignement de cette étude : la percée de Benoît Hamon, fraîchement élu candidat du PS à l'issue de la primaire de la gauche.

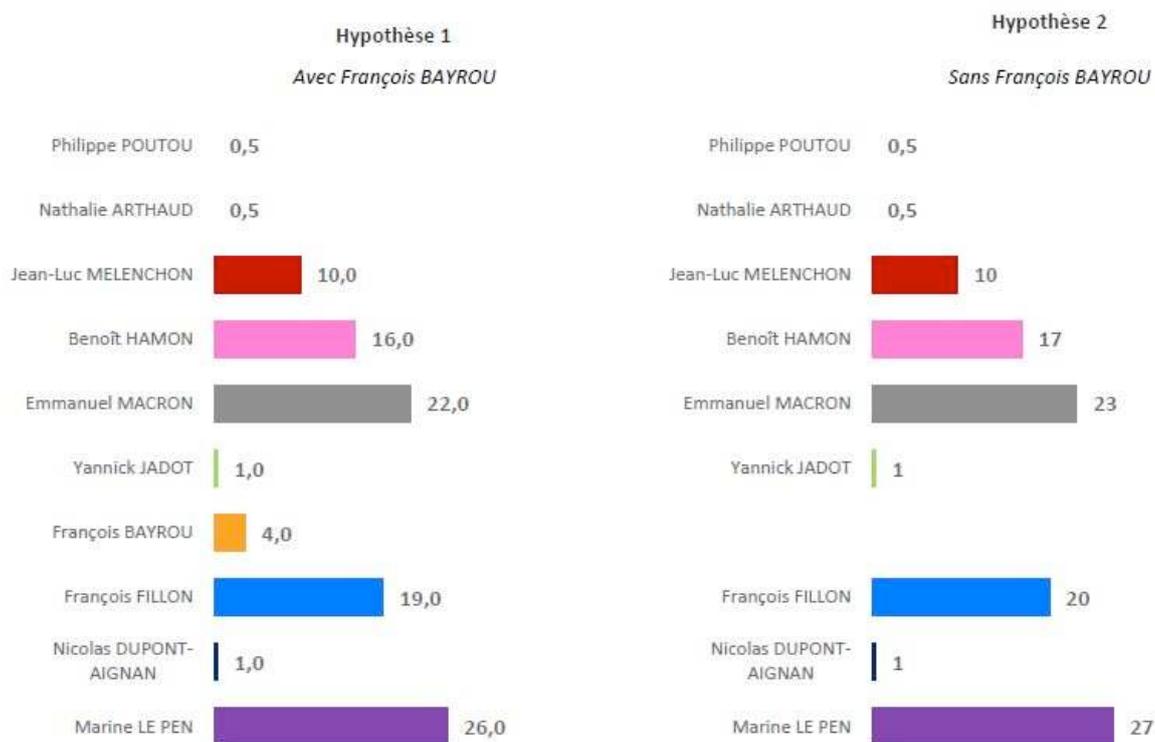
Le député des Yvelines recueille entre 16 et 17% des voix au premier tour (une progression de plus de 10 points par rapport au mois de janvier).

Victime de cette remontée, Jean-Luc Mélenchon perd quant à lui du terrain à 10%.

Les intentions de vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle

Récapitulatif des deux hypothèses de 1^{er} tour

En % des intentions de vote exprimées



ELABE

Intentions de vote présidentielles à 2 mois et demi du scrutin
1er février 2017

11

LesEchos



Si Marine Le Pen continue de caracoler en tête au premier tour, elle serait battue au second par Emmanuel Macron (65% des voix, contre 35%).

Comment lire ce sondage ? Un sondage n'est pas une prédiction mais une évaluation des rapports de force au moment de sa réalisation.

- Sondage Elabe pour "Les Echos".
- Date de réalisation : les 30 et 31 janvier, sur internet. Selon la méthode des quotas.
- Un échantillon de 1.053 personnes.

G.S.

L'Obs Journaliste



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Temps de travail : le vrai débat

France Stratégie publie une note qui éclaire le débat entre ceux qui veulent augmenter le temps de travail et ceux qui veulent le réduire.

Par Marc Vignaud Le Point.fr



Le candidat désigné lors de la primaire de la Belle Alliance populaire souhaite encourager la diminution du temps de travail mais accompagnée d'une compensation salariale. Pour cela, il suggère de conditionner le versement du crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE) de François Hollande à la réduction du temps de travail. © Irina Kalashnikova/ Sputnik

Faut-il favoriser l'augmentation du temps de travail ou, au contraire, encourager sa réduction ? La question est au cœur de la campagne présidentielle. François Fillon propose de supprimer toute référence à la durée légale du travail dans la loi. Il laisserait ainsi les entreprises fixer la durée du travail comme elles l'entendent, à condition de s'entendre avec leurs salariés. Le candidat de la gauche, lui, suggère de conditionner le versement du crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE) de François Hollande à la réduction du temps de travail.

Une courte note de France Stratégie, l'organe de réflexion économique du gouvernement, mais indépendant, vient éclairer ce débat. Ses deux auteurs, les économistes Amandine Brun-Schammé et Fabrice Lengart, expliquent que le levier du temps de travail peut être utilisé pour remplir trois objectifs :

- augmenter le taux d'emploi, c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'actifs et la population en âge de travailler ;
- réduire le taux de chômage ;
- améliorer la qualité des emplois.

Mais, pour être efficace, le levier du temps de travail ne peut être utilisé pour courir ces trois lièvres à la fois. Les candidats devront donc choisir.

Augmenter le taux d'emploi

Aucun ne semble avoir choisi cet outil pour augmenter le taux d'activité. C'est pourtant une des faiblesses de la France par rapport à ses voisins européens. Trop peu de gens travaillent, ce qui crée des exclus et concentre le financement du modèle social sur ceux qui occupent un emploi. « Le retard français en termes de taux d'emploi (...) se concentre sur l'emploi à temps partiel », constate France Stratégie. C'est en partie le résultat d'un choix de société, pour éviter les petits boulots précaires. « Pour autant, on peut s'interroger sur les marges de manœuvre existantes pour développer l'emploi à temps partiel court en France, dans la mesure où celui-ci peut permettre à certaines personnes éloignées du marché du travail d'accéder ou de réaccéder à l'emploi », expliquent les auteurs.

Pour éviter le développement de travailleurs pauvres, ils recommandent notamment le « renforcement de mécanismes comme la prime d'activité de façon tout à la fois à soutenir le revenu des personnes qui se situent en bas de l'échelle des niveaux de vie et à valoriser systématiquement le fait de travailler ».

Si cette politique était choisie, elle devrait se concentrer sur les 15-24 ans et les 55-67 ans, deux classes d'âge qui ont un taux d'activité faible, « dans la mesure où l'activité en France est particulièrement concentrée sur les âges intermédiaires et faible aux deux extrémités du cycle de vie professionnelle ». Cela passe par des politiques d'encouragement au cumul emploi-formation pour les jeunes et au cumul emploi-retraite pour les seniors.

Réduire le chômage

Pour remplir cet objectif, Amandine Brun-Schammé et Fabrice Lengart n'écartent aucune des deux grandes options : baisser le temps de travail ou l'augmenter. Mais ils préviennent que, quel que soit le choix retenu, il devra nécessairement s'accompagner d'un contrôle strict des salaires pour aligner leur progression sur celle de la productivité des entreprises. Sauf à dégrader leur compétitivité et donc, à terme, détruire des emplois.

L'option Benoît Hamon

« Une nouvelle baisse de la durée du travail en deçà de 35 heures par semaine, soit 1 607 heures par an, peut être vue comme une modalité de

partage du travail. Elle peut conduire à des créations d'emplois et à une baisse du chômage à court terme », affirment les auteurs. Mais, pour ne pas détruire des emplois à long terme, elle devra s'accompagner d'une « forme de modération salariale », ce qui nécessitera une baisse du smic horaire ou, alternativement, une nouvelle baisse des charges sociales existant à ce niveau de rémunération. Sauf que « les employeurs sont désormais totalement exonérés des cotisations sociales de sécurité sociale au niveau du smic. Aller plus loin supposerait donc de réduire les cotisations d'assurance chômage ou de retraite complémentaire », préviennent les auteurs.

L'option François Fillon

Pour être efficace, une politique d'augmentation du temps de travail telle que présentée par François Fillon, qui propose de supprimer la durée légale de 35 heures pour la remplacer par la limite européenne de 48 heures, ne doit pas non plus conduire à une augmentation à due proportion des salaires. En clair, cela ne pourra pas se traduire par 39 heures payées 39. Dans le cas contraire, l'État aura une fois de plus à mettre la main à la poche pour compenser la hausse des rémunérations.

Quoi qu'il en soit, les auteurs ne sont pas enthousiastes. « Une augmentation de la durée du travail risque d'entraîner à court terme une hausse du chômage, dans la mesure où les entreprises auront tendance, à niveau donné de leurs carnets de commandes, à ajuster leur cible de main-d'œuvre à la baisse. Ce risque sera renforcé si une telle mesure intervient à un moment où l'économie se trouve dans une situation conjoncturelle déprimée. À moyen terme, le gain de compétitivité généré par une hausse de la durée du travail qui s'accompagnerait d'une baisse des coûts salariaux unitaires peut, en revanche, contribuer à stimuler la production, les marges, l'investissement et in fine l'emploi (...) », écrivent-ils. Et encore, à condition que le travail supplémentaire demandé ne dégrade pas la productivité horaire des salariés...

L'option Macron, améliorer la qualité des emplois ?

« Alors que le niveau de la durée légale de travail semble continuer à focaliser les débats en France, la réflexion pourrait s'élargir et porter sur la question de l'adéquation tout au long de la vie des temps de travail aux aspirations des salariés à plus de liberté dans la gestion de leur temps et aux

besoins de flexibilité des entreprises. » Ça reviendrait à se fixer le troisième objectif : améliorer la qualité des emplois.

C'est plus ou moins l'orientation esquissée par Emmanuel Macron lorsqu'il a suggéré que les jeunes pourraient travailler plus longtemps et les seniors, moins. « La loi travail du 9 août 2016 (la fameuse loi travail, NDLR) peut être considérée comme une étape dans cette direction, dans la mesure où elle accorde une liberté accrue aux partenaires sociaux dans l'entreprise pour définir l'organisation du temps de travail », expliquent les auteurs.

Suivre l'exemple du Danemark, de la Suède ou de l'Allemagne

Mais, là encore, la France est en retard par rapport à ses voisins. « Les pratiques de travail à distance et d'individualisation des horaires sont aujourd'hui peu développées en France, où un peu moins de 30 % des salariés ont accès à ce type d'aménagements, contre 50 à 60 % dans les pays nordiques ou en Allemagne », relèvent-ils. Sans aller jusque-là, l'objectif pourrait être le développement d'un temps de travail plus flexible, grâce, notamment, au télétravail. « En Suède, 60 % des salariés ont la possibilité d'avoir accès à des horaires décalés (déterminés par le salarié ou l'employeur). Au Danemark, un système d'horaires à la carte permettant aux salariés de modifier leurs horaires et leur durée de travail une semaine donnée, avec des plages de présence obligatoire déterminées, est répandu. (...) Et la ministre du Travail allemande a présenté en 2016 dans son Livre blanc travail 4.0 la possibilité d'expérimenter pendant deux ans le temps de travail choisi pour offrir aux salariés une plus grande liberté en matière de lieu et temps de travail (avec négociations au niveau de l'entreprise). »

Si la France paraît très loin de ces réflexions, les auteurs pensent que les outils existent pour avancer. « La généralisation à tous les salariés du compte épargne-temps pourrait permettre de flexibiliser davantage le temps de travail tout au long de la vie et de répondre à leurs attentes en termes de rythme de travail, attentes qui peuvent varier en fonction de leur âge et de leur situation personnelle. »

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU